

Dans les servitudes nucléaires

Suivi d'entretiens avec des travailleurs sous-traitants de centrales nucléaires



Dans les servitudes nucléaires

Enquête à Belleville-sur-loire, auprès des travailleurs sous-traitants de l'atome

Par Emma Piqueray, avec les dessins de Damien Roudeau

« Tout compte fait, en y réfléchissant bien, on pourrait dire que nous sommes les mineurs de Zola du XXI^e siècle : on sacrifie notre vie de famille, notre santé, pour le confort électrique de tout le pays. » François, automaticien chez Alstom.

Fin octobre 2011, le camping de Belleville-sur-Loire affiche complet. Ce paisible village du centre de la France ne dispose pourtant d'aucun attrait touristique particulier. En revanche, visibles de loin, deux imposantes tours et leurs panaches de vapeur blanche se dressent le long de la Loire. Mise en route en 1986, au moment du grand essor de l'industrie nucléaire sous la présidence de Mitterrand, cette centrale dispose de deux réacteurs, deux « tranches » comme EDF les qualifie. Cet automne, la tranche est à l'arrêt. Pendant deux mois, des travailleurs sous-traitants venus de toute la France interviennent sur les installations pour recharger le réacteur avec de nouvelles barres d'uranium et assurer les révisions nécessaires à la poursuite de la production nucléaire.

Erwan fait partie de ces ouvriers. Assis sur un banc du camping à côté de sa tente, il attend le réveil de son collègue. Tout juste 21 ans, fils d'agent EDF et diplômé d'une formation de tuyauteur-soudeur, il parvient péniblement à décrocher une mission entre deux périodes de chômage. Dix jours plus tôt, une boîte d'interim de Chinon l'a contacté : « C'était la deuxième fois qu'on me proposait une mission dans le nucléaire. Il fallait commencer le surlendemain. Avec mon collègue, on a pris une toile de tente et on s'est mis en route. » Payé au smic pour dé-tuber le condenseur du réacteur, il ne sait pas si son contrat sera renouvelé la semaine prochaine. Il aimerait passer la formation DATR¹ — formation obligatoire en radioprotection —, un sésame pour rejoindre le vivier des sous-traitants réguliers. En attendant, même si l'hiver approche, il campe.

Au début des années 1990, EDF a fait un choix radical dans son organisation du travail : externaliser 80% des opérations de maintenance. Ce choix s'inscrit dans le mouvement général de « modernisation » des entreprises s'appuyant sur le modèle toyotiste de production à flux tendu. Un modèle dans lequel la flexibilité de l'emploi et la sous-traitance occupent une place centrale. Mais, au-delà de la recherche d'une plus grande compétitivité, le recours à la sous-traitance répond aussi à un besoin

1 DATR pour « Directement affecté aux travaux sous rayonnements ». Cette formation est délivrée à tout salarié d'entreprises prestataires d'EDF intervenant dans les « zones contrôlées » des centrales.

spécifique de l'industrie nucléaire : celui du partage des doses de rayonnements ionisants sur un plus grand nombre de travailleurs².

Tandis que les 20 000 agents EDF employés à la production nucléaire ont été repositionnés sur les activités de pilotage et de contrôle des centrales, la quasi-totalité des opérations de maintenance, celles les plus exposées aux rayonnements ionisants, ont été sous-traitées. Aujourd'hui, EDF dénombre ainsi entre 20 et 30 000 travailleurs « extérieurs ». Affectés aux tâches les plus délicates, ils supportent 80% de la dose collective d'irradiation reçue dans l'ensemble du parc nucléaire français chaque année. Parmi ces travailleurs, plus de 5000 sont « nomades » : ils se déplacent aux quatre coins de la France, voire à l'étranger, au rythme des arrêts de tranche. Les mieux payés logent à l'hôtel, d'autres louent des gîtes à plusieurs, et les derniers — par souci d'économie ou préférence pour la relative intimité d'une caravane —, préfèrent les campings autour des centrales.

Dans les poubelles des arrêts de tranche

Salvatore a commencé à travailler dans le nucléaire en 1973. Immigré italien, il est fier d'avoir participé à la construction d'EDF 2, le deuxième réacteur de Chinon : « On était les pionniers du nucléaire, on avait tout à construire ! » Quarante ans plus tard, il est toujours en caravane. Une manière de gonfler son salaire en économisant sur les indemnités de déplacements. Depuis le début de l'année, il a traversé la France de part en part : Tricastin, Chinon, Flamanville, Dampierre, Nogent-sur-Marne, puis Belleville-sur-Loire. Son domaine : les « servitudes nucléaires »³. Depuis peu, EDF et les entreprises sous-traitantes préfèrent parler de « logistiques ». Un euphémisme qui cache mal la réalité des activités désignées par cette nouvelle appellation : Salvatore est « technicien déchets ». Il reçoit tous les rebuts générés par les interventions de maintenance : heaumes ou tenues Mururoa⁴ usagés, protections de sols, produits de décontamination, huiles usées, aérosols, métal contaminé, effluents, etc. « Disons qu'on est dans les poubelles de l'arrêt de tranche. Il faut contrôler les déchets à l'aide d'une sonde qui mesure leur radioactivité, puis les trier avant qu'ils sortent de zone », explique Salvatore, assis sur le lit double de sa petite caravane.

Un peu plus loin, Gilbert sort de la douche du camping après une nuit en bâtiment réacteur. Il aurait aimé trouver un gîte, mais son entreprise ne lui a laissé que deux jours pour passer d'un chantier dans le Sud de la France aux bords de Loire. Faute de temps, il s'est donc rabattu sur la location d'une caravane « à 500 euros le mois ». Malgré ses vingt ans d'ancienneté, son salaire brut ne dépasse pas 1690 euros. « Ça

2 À ce sujet, les travaux d'Annie Thébaud-Mony et, notamment l'enquête publiée en 2000 sous le titre de *L'industrie nucléaire, sous-traitance et servitude*, soulignent le caractère structurel du recours à la sous-traitance dans l'industrie nucléaire, en France comme dans les autres pays nucléarisés.

3 Il s'agit de toutes les tâches nécessaires pour rendre possibles les autres opérations de la maintenance : décontamination, décalorifugeage, radioprotection, assistance technique aux ouvriers spécialisés.

4 Tenue de protection hermétique avec scaphandre ventilé.

fait pas lourd après tout ce temps. Et quand tu vois les doses que j'ai prises... Les ' services rendus ', comme on dit... » Il travaille également dans les servitudes. Vendredi dernier, il triait les déchets de l'usine Comurhex, une filiale d'Areva spécialisée dans l'enrichissement de l'uranium, à Narbonne. Depuis lundi, il installe des sas de protection contre la radioactivité dans le bâtiment réacteur de Belleville-sur-Loire.

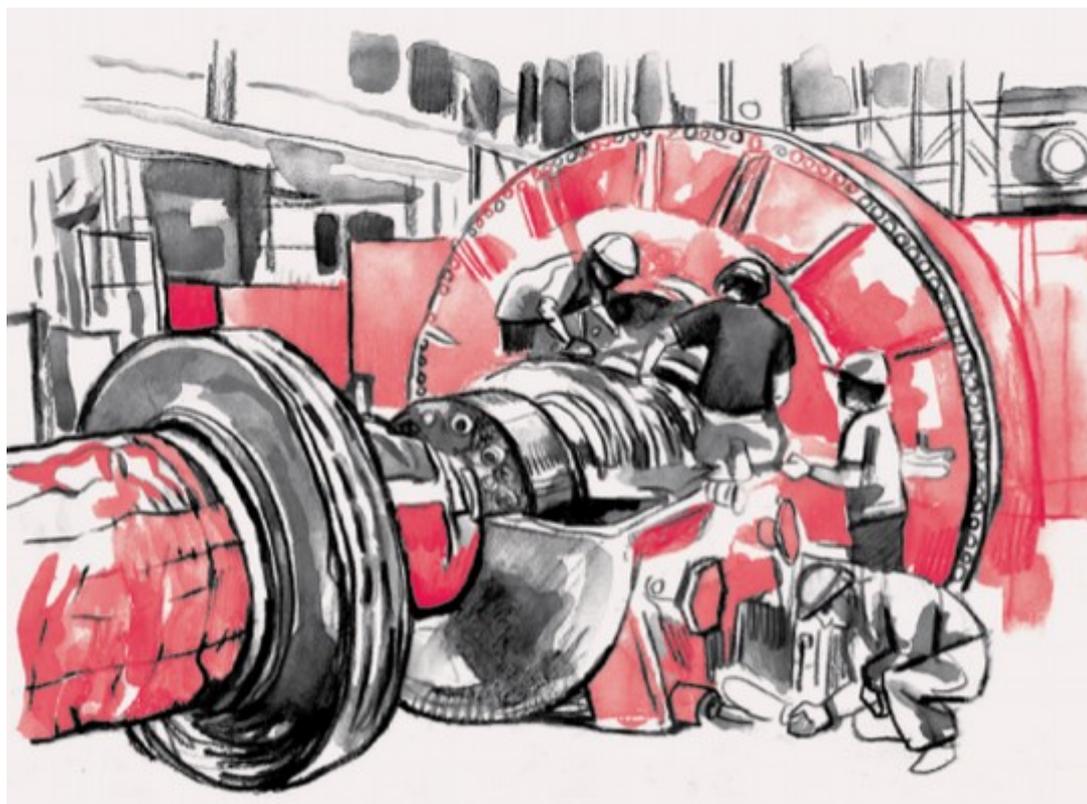
Gilbert doit aussi décontaminer⁵ les zones où interviennent les ouvriers spécialisés : « Tu prends des produits de déconta que tu balances dans des seaux. Ensuite, tu trempe tes chiffonnettes dedans et puis tu frottes le sol, les tuyaux, bref, toutes les zones où vont intervenir les robinetiers. » Aussi rudimentaire que cela puisse sembler dans l'industrie supposée incarner le summum de la maîtrise technique, l'unique manière de traiter la contamination et ses dangers reste d'astiquer les points « chauds » avec des chiffons. « Voilà, c'est pour ça qu'à l'intérieur de la centrale, on nous appelle les fées du logis... » Un sobriquet qui en dit long sur la place occupée dans la division sociale du travail par les ouvriers qui assurent ces opérations. Pourtant, ce sont précisément ces « servitudes » qui permettent aux autres intervenants de limiter leur exposition à la radioactivité.

Devenu adjoint au chef de chantier après dix ans dans la même boîte, Thierry vit aussi en caravane. Il a commencé dans le nucléaire après son service militaire, à 19 ans : « J'avais pas de boulot, j'ai vu une annonce dans le journal, j'ai postulé et j'ai été pris. C'était à moitié un hasard, en fait. J'ai commencé à faire de la servitude en arrêt de tranche, comme exécutant, et à tourner partout en France ». Avec la naissance de son fils handicapé, il a réussi à négocier la limitation de ses déplacements aux centrales du Val de Loire et de la région parisienne. Une télé en fond sonore, il évoque la pénibilité de ces tâches et les rapports de force entre les différents métiers de la sous-traitance : « On est pris pour des grooms par les autres entreprises. On met en place les chantiers, on aide à l'habillage quand il faut mettre une tenue Muru, on décontamine, on gère les déchets... Le robinetier, bah, il va faire sa vanne et une fois terminé il va laisser sa merde, et se tirer sans rien trier. Derrière, qui s'en occupe ? Eh bien, c'est la logistique ! Il faut récupérer les déchets radioactifs, les trier, et on se prend encore des doses. »

5 Décontaminer signifie enlever les poussières radioactives qui se déposent dans les circuits des centrales. À ce sujet, voir l'article « Chronique de l'indélébile », dans ce numéro de Z.

Diluer les doses de rayonnements ionisants

À l'ombre des réacteurs, cette question, celle de la dose de radioactivité, est omniprésente. Robinetiers, soudeurs, « jumpers », mécaniciens, décontamineurs, calorifugeurs, les sous-traitants affectés aux opérations de maintenance sont en permanence exposés aux rayonnements ionisants. Depuis 2006, ils ne doivent pas dépasser la limite réglementaire de 20 millisieverts⁶ (mSv) sur douze mois (elle était jusque-là fixée à 50 mSv). Si cette baisse réglementaire représente une relative avancée pour la santé de ces travailleurs, ils restent soumis à des doses importantes. D'après une enquête du Centre international de recherche sur le cancer (Circ), une exposition à 400 mSv sur une carrière — un chiffre réaliste pour la fraction de sous-traitants très exposés, soit près de 30% des effectifs — entraîne un risque de décès par cancer accru de 6%. « Un chiffre phénoménal si on le compare à d'autres secteurs industriels », souligne Dominique Huez, ancien médecin du travail EDF de la centrale de Chinon. À titre d'exemple, selon la norme actuellement en vigueur, une exposition à l'amiante pendant cinquante ans entraîne une augmentation du risque de décès par cancer de 0,5%.



Autrement dit, dans le nucléaire, le nombre de « morts acceptables » est 12 fois plus élevé que dans les secteurs impliquant de travailler au contact de l'amiante. Et cette tendance devrait se confirmer. Avec le vieillissement du parc

nucléaire et le démantèlement des installations en fin de vie, les métiers de la sous-traitance vont continuer à être particulièrement sollicités. EDF prévoit d'ailleurs une augmentation de 20% du volume de maintenance et « une montée progressive de la dose collective »⁷. En gros, il va falloir embaucher de nouveaux salariés et maintenir un roulement incessant pour répartir sur une plus grande population les doses de

6 Unité réglementaire pour mesurer l'impact des rayonnements ionisants sur les tissus biologiques.

7 Cf. Rapport de Jean Tandonnet, inspecteur général pour la sûreté nucléaire et la radioprotection d'EDF.

rayonnements qui vont augmenter avec le vieillissement du parc nucléaire et les travaux de démantèlement.

Par ailleurs, à l'intérieur des centrales, en sus de l'exposition permanente aux radiations, les intervenants doivent aussi faire face aux risques de contamination⁸. « Sur le dernier arrêt de tranche de Civaux, près de Poitiers, notre boîte a dû faire une centaine de contaminations. C'est pas mal en deux mois... », ironise Frédéric, mécanicien de 50 ans, en caravane lui aussi. Quelques jours après notre entrevue, il sera lui-même contaminé au visage. Ce qui lui vaudra de passer quatre heures à l'infirmerie, une fois sa nuit de travail terminée. Quatre heures pendant lesquelles il faut se frotter la peau à l'aide d'une brosse pour tenter d'arracher les particules radioactives. Mais lorsque la contamination est interne, impossible de frotter.

Thierry a été « contaminé interne » quelques années plus tôt, dans la centrale de Bugey, près de Lyon : « C'était en repliant un chantier avec leur fameux système de gaines de déprimogène⁹ qu'il faut stocker dans des fûts. Il fallait les comprimer pour les faire rentrer. Je m'étais mis de côté, mais ça devait être une gaine bien pourrie et



j'en ai bouffé... J'ai pris 15 000 becquerels¹⁰ : du cobalt 60, de l'argent 110, enfin tout un tas de trucs radionucléides. Je suis parti directement à l'infirmerie pour passer à l'anthropo¹¹. C'était une contamination interne, donc on m'a prescrit des laxatifs et retour au camping... Pendant quatre jours, tu restes tout seul dans ta caravane... Puis, dès que tu vas aux toilettes, tu fais tes besoins dans une boîte que tu emmènes ensuite à l'infirmerie. Tous les jours, on te contrôle, jusqu'à ce que la contamination soit évacuée. » Après quatre jours d'isolement, Thierry a pu retourner à son poste de

8 Si les particules radioactives sont ingérées ou inhalées, il s'agit d'une « contamination interne » ; si ces particules sont au contact de la peau ou des cheveux, il s'agit d'une « contamination externe ».

9 Appareil destiné à piéger les radioéléments.

10 Les becquerels mesurent la radioactivité proprement dite d'une source radioactive, c'est-à-dire le nombre d'atomes qui se transforment chaque seconde en émettant un rayonnement ionisant.

11 Examen médical permettant d'identifier et de quantifier une contamination interne en recherchant la présence de radio-éléments dans le corps humain. Il est effectué dans une cabine ouverte, munie de deux détecteurs, reliés à un poste de saisie informatique. Cet examen a lieu à l'entrée sur les sites, au début de chaque mission, pour valider l'accès à la Zone contrôlée ZC (zone nucléaire), ainsi qu'à la fin du contrat.

travail, avec cette angoisse : « Est-ce que cette contamination va me rendre malade dans dix ans, dans quinze ans ? » »

Et quel recours aura-t-il si, justement, une maladie se déclare plus tard ? Avec la forte mobilité géographique liée aux travaux de maintenance et l'éparpillement des données médicales qui s'ensuit, il lui sera très difficile de la faire reconnaître comme maladie professionnelle. Invisibiliser les maux de la sous-traitance, c'est aussi un des avantages majeurs du recours à la sous-traitance pour la filière nucléaire. Qu'advierait-il du fleuron de l'industrie française si les travailleurs ordinaires qui en assurent le bon fonctionnement se mettaient à contracter des cancers au vu et au su de tous, et à relier leur maladie à leur activité professionnelle ? Pourrait-on continuer à vendre une énergie propre, produite par des ingénieurs en blouse blanche et des robots high-tech ?

Compétitivité vs nucléaire sûreté



Au-delà de l'exposition incompressible aux rayonnements ionisants et des conséquences irrémédiables sur la santé, un autre danger menace aussi les sous-traitants : l'organisation du travail. L'externalisation de la maintenance n'a pas seulement pour effet la division des risques entre agents EDF et sous-traitants. La sous-traitance est aussi un moyen de faire jouer la concurrence entre les différents prestataires qui se partagent le marché et de soumettre les salariés à une obligation de résultats, sous forte contrainte de temps. « Quand j'ai commencé à travailler dans le nucléaire, au milieu des années 1990, un arrêt de tranche classique durait entre huit

et dix semaines. Aujourd'hui, on est entre trois et cinq semaines », explique Christophe, robinetier pour une petite PME prestataire d'EDF. Une journée d'arrêt

représente un manque à gagner d'environ un million d'euros pour EDF. L'objectif est donc de réduire au minimum l'immobilisation des réacteurs.

De leur côté, les sous-traitants évoquent un état proche du burn-out, syndrome de l'épuisement professionnel : « Quand on travaille en Zone contrôlée, avec le stress de l'intervention et la chaleur ambiante, on devrait sortir toutes les deux heures pour prendre l'air. Mais souvent, vu nos délais, on ne peut pas se le permettre. Ça m'est déjà arrivé plusieurs fois de rester dix heures en bâtiment réacteur. Vers la fin des arrêts de tranche, c'est monnaie courante de se faire des journées non-stop. On est épuisés, et c'est comme ça qu'on en arrive à des malaises », confie Jonathan, robinétier dans le nucléaire depuis un an. Rudi a aussi fait les frais de cette intensification du travail : stress, fatigue, nomadisme permanent, à 58 ans, il en est à son deuxième AVC. Depuis, il a décidé de ralentir : « Après vingt-neuf ans dans le nucléaire et mon accident l'année dernière, j'ai arrêté de faire la course. Mais les jeunes qui rentrent, ils ont la pression, ils acceptent tout... » Compte tenu des incertitudes sur la reconduction des marchés, les sous-traitants savent que tout retard dans l'exécution des travaux peut remettre en question l'acquisition du prochain contrat. Souvent précaires et sous-représentés au niveau syndical, ils n'ont donc pas vraiment les moyens de contester les conditions de travail auxquelles on les soumet.

Pourtant, comme le rappelle Gille Reynaud, sous-traitant et animateur du blog « Ma zone contrôlée... va mal ! »¹², ces conditions de travail soulèvent une question essentielle dans une industrie à risque : « La sûreté nucléaire n'est pas seulement l'affaire du pilote de la centrale ou du contrôleur des travaux, c'est l'affaire de tout le collectif de travail. Mais si les gens sont mal payés, s'ils travaillent dans une ambiance de course contre la montre et s'ils ne savent pas où ils seront la semaine suivante, ni même s'ils auront encore du travail, ce n'est pas sans incidence sur leur bien-être, sur leur implication et donc sur la sûreté... »

Ce régime d'urgence qui préside aux arrêts de tranche inquiète les sous-traitants : « Mon sentiment personnel ? Un jour il y aura un accident, un gros accident. Faut voir ce qui se passe à l'intérieur, c'est impressionnant. Il y a un exemple que je raconte parfois : à Dampierre, en 2002, il fallait changer les générateurs de vapeur (GV). Ils nous ont demandé de passer un film de protection dessus pour pouvoir les sortir de zone. Ça faisait vingt ans qu'ils étaient là, il fallait donc les protéger pour éviter que la contamination se disperse dans la nature. Les deux premiers GV, on les a filmés... Mais le dernier... Ils étaient pressés, en retard, on était de nuit... Ils l'ont sorti comme ça, sans protection. Sauf que dehors, il pleuvait à verse, donc, ça l'a bien rincé, et je suis sûr que si tu passais derrière, tout était contaminé. Il y a plein de trucs comme ça, faits à l'arrache, pour avancer plus vite », décrit Thierry.

Le fantasme de l'entreprise programmable

Du côté de la direction d'EDF, l'intensification du travail ne peut être défendue pour elle-même. A priori, on ne gère pas une centrale nucléaire comme une usine de

¹² www.ma-zone-controlee.com

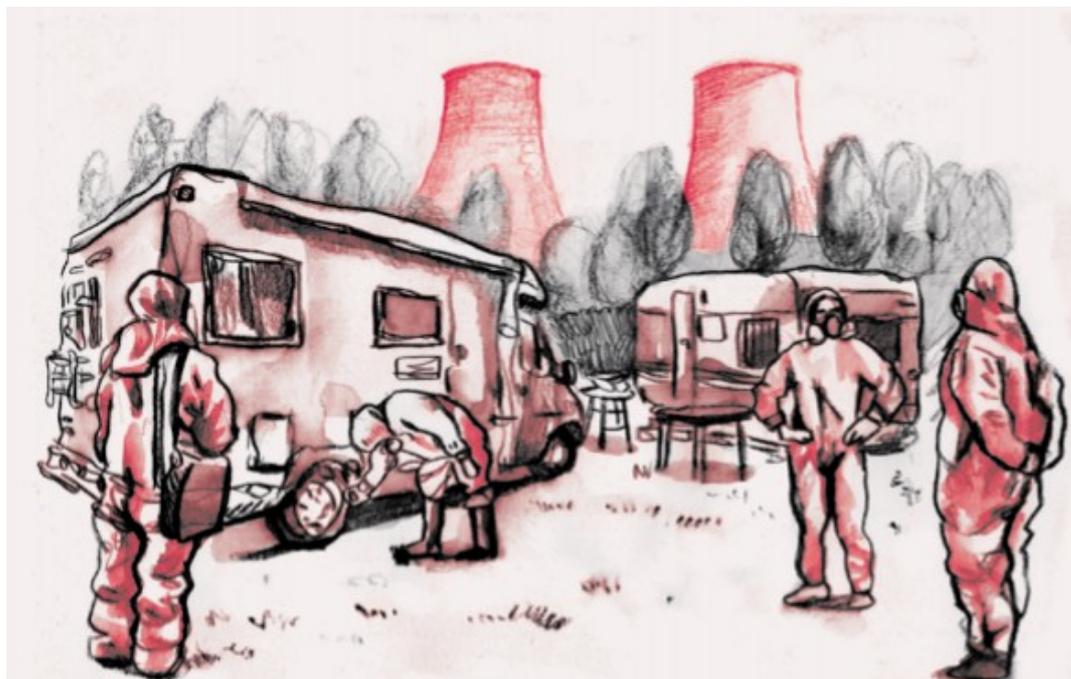
chocolat. La recherche d'une plus grande productivité ne peut donc être soutenue que si, au moins officiellement, elle ne remet pas en cause la sûreté. Pour garantir la conformité des opérations de maintenance et encadrer le « facteur humain », EDF a donc introduit au cœur de son organisation la fameuse « démarche qualité », un outil de management développé dès les années 1980 et qui se retrouve désormais dans la plupart des secteurs industriels, mais aussi, depuis peu, à l'hôpital et dans les autres services publics. Travailler en Zone contrôlée suppose désormais de jongler en permanence avec les volumineux dossiers d'intervention qu'il faut suivre à la lettre et signer de son nom à chaque étape de l'opération. Comme l'explique Annie Thébaud-Mony, chercheuse à l'IRIS — Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux : « Il s'agit de créer une mobilisation générale de tous au service d'un projet d'excellence pour garantir que la qualité effective correspond à la qualité certifiée, en vue de la satisfaction du client¹³. » Concrètement, cette « démarche qualité » se traduit par le renforcement des prescriptions et le transfert de la responsabilité des opérations sur les sous-traitants.

Paradoxalement, si l'angoisse de la faute plane toujours plus sur des sous-traitants précarisés enjoint à faire preuve de responsabilité, ces formalités n'en sont pas moins souvent jugées absurdes. Comme cette consigne introduite après Fukushima que décrit Thierry : « Il y a beaucoup plus de paperasse et de procédures pour des trucs pas importants du tout. Aujourd'hui, par exemple, ils nous ont demandé de sangler l'appareil qui sert à la dépression du circuit primaire quand on est en génératrice inférieure (c'est un gros déprimogène). Ils nous ont demandé, pour le risque sismique, de le sangler sur l'échafaudage. Mais l'échafaudage n'est pas fixé au sol ! Donc, en cas de séisme, le déprimogène aura beau être sanglé sur l'échafaudage, ça ne servira strictement à rien ! On leur a expliqué par A+B que c'était ridicule, mais non, il fallait suivre la consigne... » À l'intérieur des centrales, sur le terrain contaminé des bâtiments réacteur, cette « démarche qualité » ne trompe personne : les prestataires voient leur charge de travail augmenter tandis qu'ils continuent, irrémédiablement, à prendre des doses et que la garantie de sûreté, elle, se résume souvent à une simple formalité bureaucratique.

Par ailleurs, avec ces nouvelles contraintes chronophages, les sous-traitants se retrouvent parfois face à de délicats arbitrages : suivre à la lettre le protocole, même lorsque celui-ci est jugé inutile et qu'il implique de perdre du temps sur d'autres opérations plus importantes, ou alors attester que tout ce qui est prescrit a bien été fait sans que ce soit forcément vrai. « Ça peut arriver que, faute de temps, certains doubles contrôles passent à la trappe », témoigne l'un d'eux. Il arrive aussi que faute de pouvoir respecter les consignes, les intervenants recourent à l'improvisation, comme en témoigne ce salarié des servitudes chargé de poser un sas de protection dans le bâtiment réacteur : « Aujourd'hui, j'avais un tuyau à couvrir : ça consiste à poser des plaques de plexiglas autour de la zone d'intervention des robinetiers pour empêcher la contamination de se propager lorsqu'ils ouvriront la vanne du circuit primaire. Ça fait comme une serre hermétique dans laquelle ils vont travailler avec

13 Annie Thébaud-Mony, *L'industrie nucléaire, sous-traitance et servitudes*, p. 143, 2000, Inserm.

une tenue Mururoa. En principe, pour cette opération, tu dois avoir des plaques de 2 mètres sur 2 mètres. Mais à force de les utiliser, elles ont toutes été taillées. Pour faire ton sas, tu te retrouves à scotcher des bouts de plaques entre elles et à colmater les trous comme tu peux. Et, normalement, sur le papier, tu ne dois jamais travailler seul en bâtiment réacteur. Sauf que là, mon collègue a été appelé en urgence sur un autre chantier, donc je me suis retrouvé tout seul à escalader les tuyaux parce qu'il me manquait un escabeau et qu'il n'y avait personne pour aller en chercher un. On travaille vraiment comme à la préhistoire ! »



Comme dans n'importe quelle autre activité humaine, le travail en centrale suppose une part d'improvisation, de recours au système D. Reste toujours cet écart incompressible entre le travail prescrit et le travail réel : « Si les

intervenants devaient respecter les protocoles à la lettre, pas un mégawattheure ne sortirait des centrales ! Renforcer les procédures, c'est renforcer le contrôle formel, mais ça ne veut pas dire plus de sécurité », souligne Michel Lallier, du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire. Ces vœux de qualité brandis avec la démarche qualité sont d'autant plus douteux que de moins en moins d'agents EDF chargés de la supervision des opérations maîtrisent les gestes qu'ils supervisent. Jusque dans les années 1980, les sous-traitants étaient accompagnés par des agents EDF qui avaient une connaissance fine des installations et des gestes techniques. Ils pouvaient épauler les prestataires en cas d'incertitude ou de manque de compétence. Aujourd'hui, après vingt-ans de recours massif à la sous-traitance, les ouvriers extérieurs connaissent souvent mieux l'outil de production que les agents statutaires. Pourtant, ils sont soumis à l'autorité des agents EDF qui, de ce fait, sont perçus comme « les gendarmes de la centrale ».

L'ambiance n'est donc pas à la franche coopération. D'autant moins que, de leur côté, les techniciens EDF subissent aussi les conséquences de cette nouvelle organisation du travail promue par la déferlante des managers : « Les savoir-faire professionnels ont été dilués dans un dédale inextricable de procédures, témoigne Laurent Dubost, agent EDF sur le site de Belleville-sur-Loire. La coopération entre fonctions et spécialités, les collectifs de travail, toute la trame relationnelle qui permettait de capitaliser l'expérience et de garantir la disponibilité immédiate de toute information

technique pertinente ont été délibérément anéantis. Notre autonomie, tolérée pour son efficacité à l'époque du démarrage des tranches, est devenue insupportable pour nos dirigeants et probablement aussi pour les grandes centrales syndicales. »

De retour au camping, dans la caravane que je loue depuis désormais un mois face à la centrale, mon voisin automaticien, jusque-là plutôt optimiste sur le sens de son travail et ses conditions d'existence, entreprend de me raconter sa journée. Au seuil d'une nouvelle soirée solitaire devant son poste de télé, il lance, avec soudain l'ombre d'un doute : « C'est vrai qu'on est sur une cocotte minute et on se demande parfois si elle va tenir encore longtemps... »

* * * * *

« Tous la même maladie... cancer de l'estomac »

Entretien avec José Andrade, sous-traitant et délégué CGT de la centrale de Cruas, en Ardèche Propos recueillis par Emma Piqueray
--

Z : *Vous travaillez dans le nucléaire depuis combien de temps ?* J : Depuis février 1982.

Z : *Vous aviez quel âge ?* J : 20 ans.

Z : *Comment ça s'est passé votre embauche ? Vous avez écrit des CV jusqu'à ce qu'on vous réponde ?* J : Non, je suis allé voir les entreprises directement sur la zone industrielle.

Z : *Pourquoi pas EDF directement ?* J : Parce qu'à l'époque on ne pouvait pas. Il fallait avoir la nationalité française pour rentrer à EDF. Je suis allé voir les entreprises de la zone industrielle de Cruas. Ils m'ont dit : « Si tu as les formations requises, il n'y a pas de souci. » Donc j'ai passé les formations.

Z : *Et là, ce n'était pas un obstacle de ne pas avoir la nationalité ?* J : Eh bien... non, parce que c'était le début du nucléaire. À cette époque tout était bon pour faire travailler des gens sur le nucléaire.

Z : *Qu'est-ce que vous faisiez exactement ?* J : On me pose souvent cette question : qu'est-ce que vous faites ? C'est la grande interrogation quand on est dans le nucléaire. Le problème, c'est que dans la logistique nucléaire, on est incapable de dire tout ce qu'on fait. J'ai une comparaison un peu simpliste, mais je dis aux gens : «

Imaginez un couteau suisse, le plus large possible, et vous l'ouvrez en fonction de vos besoins... ».

Z : *Est-ce que vous avez des documents qui permettent de dire qu'EDF, dans les années 1980, prévoit d'externaliser tout ce qui est dosant ?* J : (Silence) Il y en a, oui. Mais, c'est dommage, ils ne sont plus en ma possession. Je pense que le rôle d'un syndicat, c'est de sauver ses salariés. Les protéger au maximum. À un moment, avec l'arrivée d'un nouveau type de salariat, externaliser les risques pour protéger les salariés déjà là, c'était le rôle du syndicat. Le but était de diluer les responsabilités. L'enjeu était là et pas ailleurs. Parce que ce qu'il faut savoir, c'est que la sous-traitance coûte plus cher que les emplois statutaires.

Moi, j'ai commencé par la Cime (Compagnie industrielle de montage et entretien), il a fallu que je fasse une première grève dure avec un chapiteau devant le site pour qu'on puisse conserver notre santé, parce que le but c'était de renouveler « la viande à rems »¹⁴ à l'époque.

Z : *Et par la suite, vous avez eu des incidents de contamination interne ?* J : Deux ou trois... Au départ, c'était moins identifié. Aujourd'hui, c'est la chasse aux sorcières : quand les gens sont contaminés, c'est qu'ils ne savent pas travailler... Moi, je monte au créneau là-dessus, je dis que c'est la conception même du bâtiment qui ne permet pas de faire autrement...

Z : *Oui, parce que ça tombe à travers le plancher, entre les différents étages du bâtiment réacteur ?* J : Exactement ! C'est conçu comme ça pour pouvoir nettoyer... Mais, du coup, ça passe à travers.

Z : *Quand vous étiez responsable de la radioprotection, à la dosimétrie, vous avez vu passer beaucoup de gens avec des contaminations ?* J : J'en ai vu des centaines, je les contrôlais. Les gens avaient appris à les contourner.

Z : *Cela est-il encore possible ?* J : Oui.

Z : *Comment peut-on contourner les barrières ?* J : Dès que vous sortez du bâtiment réacteur, vous avez un contrôle pieds / mains. Ça permet d'identifier les points de contamination. Là, vous vous passez le scotch pour les enlever, pour arracher les particules agrippées à la peau.

Z : *Mais est-ce déjà arrivé que les gens viennent vous voir et vous demandent de ne pas prévenir l'infirmerie ?* J : Ça arrive tous les jours. Les gens n'ont pas envie de perdre du temps à l'infirmerie, d'y perdre deux ou trois heures et d'avoir les remarques des copains de la boîte qui vont dire : « Mais comment tu as bossé, t'as travaillé comme un charognard ! » Les gens n'ont pas envie d'être identifiés comme mauvais travailleurs... Voilà, c'est comme ça. Si vous allez voir mes copains qui bossaient à ces postes-là, pour ceux qui ne sont pas morts, ils vous le diront.

Z : *Vos copains travaillent toujours à Cruas, ou ils sont à la retraite ?* J : Non, ils travaillent encore. Mais il y en a trois qui sont morts.

14 Unité de mesure de la radioactivité : 1 rem = 10 millisieverts (mSv). L'unité réglementaire actuelle est le mSv, mais les travailleurs ont gardé l'usage, dans le langage courant, des rems.

Z : *Vous savez de quoi ils sont morts ?* J : Tous la même maladie... Cancer de l'estomac.

Z : *Comment se fait-il que vous n'avez pas fait partie des nomades quand vous avez commencé ?* J : Il y en avait moins. Il y avait beaucoup d'activités de maintenance sous-traitées. Moi, j'habite à 20 km de trois sites nucléaires, donc pas besoin d'aller très loin. Aujourd'hui, vous avez six grands groupes qui travaillent dans la logistique nucléaire (Endel, Spie, ArevaPNS, Derichebourg, etc.). Ils ont pensé la désorganisation syndicale. Je vais vous donner un exemple : nous, on avait le chantier de Penly, et il y a eu les élections dans l'entreprise. On a essayé de mettre des élus un peu partout. Deux ou trois sur Penly, deux ou trois sur Cattenome, deux ou trois sur Cruas, on s'organise comme ça. Vous perdez un marché, et hop, une autre entreprise arrive. Les salariés qui sont élus sur Penly perdent leur mandat puisque leur entreprise n'est plus là. Entre-temps, l'entreprise qui arrive a déjà eu ses élections et ne peut pas les refaire. Celui qui a perdu Penly va prendre Cruas, mais comme leur entreprise a perdu le marché, ils ne peuvent plus rien représenter, donc, au final, il n'y a plus de représentation syndicale dans aucune boîte à cause de ce système tournant.

Z : *Vous, vous n'avez jamais fait de grands déplacements ?* J : Si, si. J'ai fait le Bugey, Penly... À chaque fois, ils voulaient me faire la peau dans mon combat syndical. Si tu ouvres ta gueule, tu prends tes valises et tu te casses. Si t'es pas content, tu vas voir ailleurs. C'est ça, aussi, la clause de mobilité géographique : ça permet d'avoir de la souplesse en terme d'activité, mais ça permet aussi de faire peur aux gens. C'est une façon de tenir les gens écrasés sous les chaussures. T'es pas content sur place parce que tu prends de la dose, tu fais des heures qui ne sont pas payées, mais tu dois t'y faire : si tu fermes pas ta gueule, on t'envoie à perpète, et tu ne verras pas ta famille pendant cinq ou six semaines, voire deux mois...

* * * * *

« Pour EDF, on est des bestiaux, pas des êtres humains. »

Entretien avec Fabrizio, salarié d'une filiale d'Areva, première entreprise sur le marché des « servitudes nucléaires ». Propos recueillis par Emma Piqueray

Z : *Vous avez commencé en quelle année ?* F : J'ai commencé en 1973, à Chinon.

Z : *Vous aviez quel âge, sans indiscretion ?* F : 19 ans.

Z : *Vous présumiez que ça pouvait être dangereux de travailler sous rayonnement ?* F : Je ne suis pas plus sot qu'une autre personne, mais moi, que ce soit à l'école ou

même en apprentissage, j'avais appris que les rayons avaient des effets. L'énergie par rayonnement, par arc, par soudures électriques, tout ça... Et là, dans mes débuts, il faut l'admettre, j'étais un peu dans la panade. Rayons gamma, pourquoi ils s'appellent comme ça ? Pourquoi ils ne s'appelleraient pas rayons X ou rayons Alpha ? Après, c'est venu. Disons qu'on est beaucoup plus au courant de tout ça maintenant. Mais à l'époque, c'était pas concret, c'était pas net, c'était du flou, quoi.

Z : *On ne vous avait pas expliqué ?*

F : À l'époque, c'était pas très clair, les effets secondaires, on les a appris bien après, avec les années, surtout après Tchernobyl, malheureusement...

Z : *Racontez moi comment vous vous êtes retrouvé sur EDF-2, vous aviez vu une annonce ?* F : Non, non, ce n'était pas une annonce. J'ai fait trois ans d'apprentissage en plomberie-chauffage-électricité.

Z : *Vous avez déjà eu des incidents de contamination ?* F : Oui. Oh oui.

Z : *C'était quand le dernier ?* F : À Nogent, il y a deux ans. Une contamination interne due à une erreur d'un coordinateur qui n'a pas voulu m'écouter ! On était en pleine déconta de piscine. Quand on est en déconta, ça veut dire qu'on va brasser beaucoup de liquides pour laver les parois des piscines et puis le tour de cuve. Et, lui, il savait qu'on était en déconta, et, normalement, ce qu'il a fait est interdit : il a fait ouvrir le tampon matériel, et ensuite il a fait ouvrir les portes biologiques, parce qu'ils avaient un conteneur à faire sortir pour une autre entreprise. Ils devaient être pressés, sûrement. Ils ont ouvert les deux portes biologiques. L'air de l'extérieur s'est engouffré dans le bâtiment réacteur et ça a tout mis en brassement, y compris les poussières radioactives. On était cinq à l'intérieur et du coup cinq à être contaminés !



« J'ai été contaminé au cobalt 58. Je déclenchais tous les portiques. »

Z : *Vous avez été contaminés à quoi ?* F : J'ai été contaminé au cobalt 58. Pendant trois jours, j'étais interdit de site, carrément. Je déclenchais tous les portiques.

Z : *Donc trois jours chez vous avec l'obligation de faire vos besoins dans la boîte pour les examens ?* F : Non, ça, je n'ai pas eu à le faire parce que la contamination était plus au niveau respiratoire. Mais un collègue à moi, contaminé ce jour-là, a dû faire caca dans la boîte pendant 15 jours...



Z : Vous avez été interdit de site pendant trois jours ? F : Oui.

Z : Qu'est-ce que vous avez fait pendant ces trois jours ?

F : J'étais à la caravane, comme là. J'attendais. Et qui c'est qui me paye ? C'est trois jours de perdus !

Z : Vous n'avez pas été payé ? F : Non.

Z : Vous avez eu une déclaration d'accident ? F : Alors ça... C'est surtout de l'arrangement entre EDF et mon entreprise.

Z : Mais vous, vous avez eu une déclaration d'accident du travail ? F : Ça ne marche pas comme ça. Ils savent très bien étouffer tout ça...

Z : C'était quoi l'arrangement entre EDF et votre entreprise ? F : C'est tout simplement un qui a dû graisser la patte à l'autre. Est-ce que c'est Areva qui a financé EDF ou est-ce que c'est EDF qui a promis de nouvelles commandes à Areva...

Z : Il faudrait les avoir ces déclarations pour le suivi médical... F : J'ai fait remonter ça au responsable d'Areva et il m'a dit : « Ah, c'est vous qui avez eu des problèmes avec du cobalt 58 ? » Je lui ai dit : « Oui, mais c'est la faute

à qui ? » Il m'a répondu qu'il savait, alors je lui ai dit de faire quelque chose. C'était pas moi qui avait ouvert les portes biologiques en pleine décontamination !

Z : Est-ce que le fait que les temps d'arrêts de tranche diminuent ne pousse pas à ce genre d'erreurs ? F : Oui, c'est vrai ce que vous dites. Mais la première erreur c'est : tout être humain, disons plutôt tout patron qui travaille avec EDF, tout prestataire veut gagner le maximum. Alors plus c'est vite fait, plus on gagne. Pour eux, on est des bestiaux, pas des êtres humains. Quelque part, ils s'en foutent, il faut que ça rapporte...

* * * * *

Dans cette brochure, est rassemblée 3 textes parlant de travailleur.euses sous-traitant de l'industrie nucléaires. Ils proviennent de Z, la revue d'enquête et de critique sociale n°6 d'Automne 2012. Ce numéro est consacré en grande partie au sujet du nucléaire. 

Site internet : <http://www.zite.fr/>

« En France, dans le pays le plus nucléarisé au monde, les industriels de la filière veillent à leur image : celle d'une industrie propre, placée sous le contrôle infailible des automatismes et d'une très haute technicité. En réalité, cette industrie nécessite une part incompressible de sale boulot qu'aucun robot ne peut effectuer. Invisible depuis l'ampoule de nos salons, et aussi fréquent que nécessaire pour la sûreté nucléaire, ce travail exposé en permanence aux rayonnements ionisants repose principalement sur des sous-traitants, souvent précaires et itinérants. »

Mise en page brochure 2019 - contact : [souslaplage\(at\)riseup.net](mailto:souslaplage(at)riseup.net)

